

V A C A N C E D E P O S T E

2024/19 – RH VP 19/03/2024

CHARGÉ D'ÉTUDES JURIDIQUES (H/F)

Rémunération : selon le contrat d'alternance et le profil retenu (niveau 5B des organismes de sécurité sociale) – Contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation – Poste basé à Cergy et à pourvoir en septembre 2024

CONTACT

Loyal EID-NEHME – Responsable juridique et fraude ☎ 01-30-73-79-78

CONTEXTE

Organisme de Sécurité Sociale, la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise accompagne plus de 250 000 familles dans leurs parcours de vie : la conciliation vie professionnelle et personnelle, le logement, l'insertion, la parentalité ...

Notre mission de service public s'exerce par le versement de prestations familiales et sociales (1.6 milliards d'€ pour le Val d'Oise) et le développement d'actions sociales dynamiques et innovantes (135 millions d'€), adaptée aux besoins des familles de notre département.

Nous rejoindre, c'est d'abord rejoindre un employeur engagé et responsable, mais aussi :

- Contribuer à un maillon essentiel de la solidarité en France ;
- Contribuer à un projet de société ;
- Collaborer au quotidien par nos métiers et nos expertises à l'accompagnement des allocataires.

La Direction Comptable et Financière (DCF) a pour mission le maniement des fonds et l'enregistrement des opérations dans les comptes, le recouvrement des créances et la vérification de la régularité des ordres de recette et de dépenses. Au sein de la DCF, le département juridique est chargé de la lutte contre la fraude, et à ce titre assure notamment la liquidation des enquêtes issues des contrôles sur place.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

L'exercice des missions du département juridique nécessite un travail en transversalité avec les services internes de la caf et externes, notamment pour les dossiers de recours liés à la gestion du handicap, et ceux liés à la précarité avec la gestion du Rsa et de la Prime d'activité.

Le service collabore également avec la médiatrice de la caf pour répondre à des demandes du Défenseur des droits quand elles sont liées à des problématiques de nature juridique, ou encore il assure un conseil juridique.

Un contrat en alternance au sein de ce service serait pour les étudiants une opportunité de découvrir des activités diverses, du contentieux amiable au contentieux judiciaire et administratif.

La possibilité de participer à une commission de recours amiable, à une commission fraude et d'assister à des audiences devant le Tribunal judiciaire ou la Cour d'Appel seraient également enrichissantes.

Vous serez rattaché(e)s au service juridique mais plusieurs services de la CAF vous seront présentés, ce qui vous permettra d'avoir une vue d'ensemble de l'organisation.

Par cette alternance, vous développerez vos capacités rédactionnelles, votre esprit de synthèse, votre aptitude à travailler en autonomie mais également à travailler en équipe. Vous aurez des missions variées, ce qui vous permettra de diversifier votre activité.

Ces compétences que vous développerez vous serviront ainsi lors de votre cursus universitaire, mais également pour votre vie professionnelle.

PROFIL RECHERCHÉ

Titulaire d'un Master I Droit de la Santé et de la Protection des personnes ou d'un Master I droit Parcours Contentieux ou d'un Master I Droit de la Sécurité Sociale, vous recherchez une alternance d'un an parallèlement à une inscription en Master II en Droit.

Une connaissance d'Excel et de Power point serait appréciée.

ÉTAPES CLÉS DU RECRUTEMENT

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront envoyer un curriculum vitae accompagné d'une lettre de motivation via le lien indiqué ci-contre, au plus tard le **16/04/2024**.

Le dispositif de sélection se fera à partir d'épreuves écrites et pratiques. Les candidat(e)s qui obtiendront la moyenne seront reçu(e)s en entretien.

Dans le cadre de sa politique diversité, la CAF du Val-d'Oise étudie, à compétence égale, toutes candidatures. Des aménagements de poste sont possibles en cas de situation de handicap.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

L'organisme a engagé de nombreuses transformations visant à améliorer les engagements de service auprès des partenaires et des allocataires ainsi que les conditions de travail des collaborateurs en leur apportant une attention particulière :

- Une rémunération mensuelle brute versée sur 14 mois selon le contrat d'alternance et le profil retenu ;
- Une prime d'intéressement ;
- Une participation aux frais de transport à hauteur de 50% ;
- Des titres restaurants d'une valeur unitaire de 9,65€ dont 60% pris en charge par l'employeur ;
- Une mutuelle et un régime de prévoyance ;
- Un aménagement RTT jusqu'à 20 jours par an (en fonction de la durée hebdomadaire choisie) ;
- Des horaires variables facilitant la conciliation vie professionnelle et vie privée, un accord de télétravail ;
- Un environnement de travail agréable ;
- Le bénéfice des œuvres sociales du comité social et économique.

LA DIRECTRICE GENERALE

Christelle KISSANE